

Avril 2021

# Rapport

Dialogue multilatéral Genève



## Baromètre Genevois

Développements dans les organisations internationales de Genève  
de mi-février 2021 à fin avril 2021

*Olaf Wientzek, Sarah Ultes, Katarzyna Gorgol-Mäder*

Le « Baromètre genevois » jette un œil de manière irrégulière sur certains événements dans les organisations internationales basées à Genève.

**Le déséquilibre mondial concernant la distribution des vaccins contre la COVID-19 est un thème dominant à l'OMS mais aussi à l'OMC. La nouvelle directrice générale de l'OMS, Ngozi Okonjo-Iweala, recherche des solutions pragmatiques face aux impasses des discussions. Les observateurs, encouragés par l'attitude déterminée de la directrice générale, espèrent un souffle d'air frais un nouvel élan dans la perspective de la conférence ministérielle de l'OMC en décembre. Un climat tendu régnait lors de la 46ème session du conseil des droits de l'homme de l'ONU. Les représentants de l'ONU mettent en garde contre une aggravation de la situation humanitaire dans le monde. Une importante décision concernant le personnel de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) fait planer son ombre.**

### Controverses concernant la distribution des vaccins

Ces dernières semaines, l'accès aux vaccins contre la COVID-19 et leurs distributions dans le monde entier ont été le sujet central à Genève. Ces derniers mois, les représentants de Genève, y compris les dirigeants de l'OMS et de l'OMC, ont appelé à plusieurs reprises à une plus grande solidarité mondiale, parfois de manière diplomatique et parfois de manière urgente.

Cette situation s'explique par la grande disparité de l'approvisionnement en vaccins dans le monde: sur environ un milliard de doses de vaccins, plus

de 80 % sont allées, jusqu'à présent, à des pays à revenu élevé ou supérieur, mais seulement 0,2% à des pays à faible revenu.

L'initiative COVAX, un outil de solidarité mondiale dirigé par l'alliance pour le vaccin Gavi, l'OMS et la CEPI (Coalition for Epidemic Preparedness Innovations), visant à fournir des vaccins à 20 % de la population mondiale, progresse également lentement : le 26 avril, 121 pays avaient reçu un total de presque 50 millions de doses par le biais du COVAX<sup>1</sup>. L'objectif d'ici la fin de l'année est de 2 milliards de doses. Bien que le PDG de l'alliance pour les vaccins Gavi, Seth Berkley, soit convaincu que le retard peut être comblé, le déséquilibre dans la distribution mondiale des vaccins reste considérable, notamment parce que de nombreux pays pauvres les obtiennent principalement par le biais du COVAX.

L'OMC est également au centre de cette discussion : la proposition dite de "dérogation ADPIC" de l'Inde et de l'Afrique du Sud appelle à un assouplissement temporaire de la protection des droits d'auteur pour les vaccins, entre autres, afin d'augmenter la capacité de fabrication dans le monde entier. Plus précisément, l'initiative recommande de suspendre les sections 1, 4, 5 et 7 de l'accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) jusqu'à ce que la vaccination contre le COVID-19 soit généralisée. La proposition, objet de discussions au sein du Conseil des ADPIC de l'OMC, a été

<sup>1</sup> Pour une actualisation régulière sur la distribution des doses, cliquez [ici](#).

soutenue par une coalition de plus de 100 pays, (pour la plupart en développement), ainsi que plusieurs acteurs non étatiques, dont Médecins Sans Frontières, depuis son lancement en octobre 2020. Les principaux acteurs du commerce mondial (les États-Unis, l'Union européenne, le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour, le Chili, le Brésil et d'autres) sont sceptiques quant à cette initiative, soulignant les flexibilités existantes dans le cadre des ADPIC.

Récemment, le directeur général de l'OMS, Dr Tedros, s'est rangé de plus en plus clairement du côté de l'Inde et de l'Afrique du Sud, et a également critiqué de manière inhabituellement sévère l'industrie pharmaceutique. Il accuse l'industrie d'avoir privilégié les accords bilatéraux lucratifs au détriment d'un instrument de solidarité mondiale tel que le COVAX.

Même si les dérogations ADPIC ne sont pas le remède miracle face à la pénurie des vaccins<sup>2</sup> et les discussions à son sujet restent polarisées, le concept lui-même incite fortement l'industrie et les pays développés à chercher des solutions au problème. Contrairement à son homologue de l'OMS, la nouvelle directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, a, jusqu'à présent, évité de prendre parti dans cette question très controversée. Elle encourage tout de même vigoureusement les États membres et les représentants de l'industrie à s'attaquer à ce problème et préconise une "troisième voie" pragmatique : lors d'un séminaire réunissant des représentants des gouvernements, des fabricants, de la société civile et des organisations internationale. Le 19 avril, Dr Okonjo-Iweala a appelé les États à supprimer les restrictions à l'exportation, les barrières de chaîne d'approvisionnement et les obstacles bureaucratiques. Tandis que l'industrie devrait accroître le transfert volontaire de technologies et réaligner les capacités de production existantes. L'OMC est prête à faciliter ces discussions.

Les observateurs attendent maintenant de manière tendue, le positionnement des États-Unis. La représentante américaine au commerce, Katherine Tai, a déclaré lors d'un workshop : "nous devons tirer les leçons des tragédies et des erreurs du passé et ne pas les répéter", en comparant la pandémie actuelle à la crise du VIH/SIDA, mais

sans aborder explicitement la dérogation ADPIC. L'administration Biden subit ouvertement une pression intense de la part des opposants et des partisans de la dérogation ADPIC.

Lors du dernier cycle de négociations du Conseil des ADPIC, les positions semblaient se durcir, mais la question restera à l'ordre du jour. La prochaine réunion du Conseil des ADPIC aura lieu en juin.

## L'OMC – une montagne d'enjeux pour la nouvelle directrice générale

En plus de la crise du COVID une multitude de problèmes non résolus domine l'OMC.

La nouvelle directrice générale fait pression pour que l'OMC achève au moins une partie des travaux en cours avant la conférence ministérielle de décembre 2021 ("MC12"). À plusieurs reprises, elle a mis en garde contre une surcharge de la conférence et a appelé à se concentrer de manière pragmatique sur quelques dossiers où des résultats concrets pourraient être obtenus. Dans son discours inaugural, elle a prévenu de manière franche qu'une absence des réformes conduiraient à l'inutilité de l'OMC.

La priorité est laissée aux discussions sur les subventions pour la pêche, qui durent depuis plus de 20 ans et auraient dû être conclues l'année dernière. L'objectif de ces discussions est de supprimer les subventions profitant à la pêche illégale et d'interdire les aides qui contribuent à la surpêche. Le texte doit maintenant être finalisé au plus tard lors d'une réunion spécialement convoquée en juillet.

Des progrès sont attendus du côté des « initiatives plurilatérales », auxquelles ne participent seulement qu'une partie des membres de l'OMS.

La Déclaration conjointe sur la réglementation intérieure (« domestic regulation »), à mentionner : implique 59 membres de l'OMC et vise à éliminer les obstacles au commerce découlant de la réglementation intérieure des services. Selon des informations provenant de l'intérieur de l'OMC, l'accord pourrait être signé en marge de la conférence ministérielle.

Le commerce électronique constitue un autre domaine où des progrès notables sont réalisés. En

---

<sup>2</sup> Les opposants à la dérogation soulignent également que la difficulté réside plutôt dans le manque de savoir-faire, les restrictions à l'exportation et le manque de capacités de production. Même une abolition immédiate

des droits de brevet n'aurait donc pas l'effet attendu à court terme, mais représenterait une dangereuse décision créant un précédent.

avril, le groupe de 86 pays participant à l'initiative dite de déclaration conjointe a adopté des dispositions sur les signatures et l'authentification électroniques. Les négociateurs espèrent parvenir à un accord dans dix domaines de discussion avant les vacances d'été, afin de pouvoir ensuite rendre compte des "progrès substantiels" réalisés dans le cadre de cette initiative lors de la MC 12.

## OMS - Préparation de l'AMS ; Discorde sur le retrait d'un rapport

Parallèlement, les préparatifs battent leur plein à l'OMS pour l'Assemblée mondiale de la santé, la plus haute instance décisionnelle de l'OMS, qui se tiendra à la fin du mois de mai (24.5.-1.6.). L'agenda est déjà plein. La question de la solidarité vaccinale ne sera pas la seule à jouer un rôle important.

Il sera question d'un autre sujet : une proposition de traité sur la pandémie, initialement présentée par le Chili, puis reprise par l'UE et saluée par 25 chefs de gouvernement et Dr Tedros<sup>3</sup>. L'objectif : sous la responsabilité de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le traité doit permettre de renforcer les capacités nationales, régionales et mondiales et la résilience des pays face aux futures pandémies. Toutefois, les experts préviennent qu'un traité sur la pandémie devrait s'intégrer dans l'architecture réglementaire existante et ne pas conduire à un affaiblissement du règlement sanitaire international. De nombreuses réformes pourraient également être mises en œuvre sans un traité sur la pandémie. Le traité sur la pandémie doit se concentrer sur les domaines essentiels et ne pas devenir une collection incohérente de souhaits des États membres.

Le mois de mai verra également la présentation de plusieurs rapports d'évaluation sur la réponse de l'OMS et de ses États membres face à la pandémie. Ces rapports devraient apporter une contribution importante à la discussion sur la réforme de l'OMS. Depuis l'été dernier, un certain nombre de propositions de réformes potentielles ont vu le jour. Il s'agit notamment de l'introduction d'un mécanisme d'alerte progressive pour les futures urgences sanitaires internationales. Mais aussi d'un instrument d'examen mutuel des États membres en ce qui concerne leur préparation aux

situations d'urgence, sur le modèle du processus d'EPU du Conseil des droits de l'homme. Les appels à une augmentation des contributions obligatoires des États membres ainsi que les appels à un renforcement de l'indépendance politique de l'OMS sont restés plutôt controversés.

L'importance de ce dernier point est illustrée par une controverse apparue il y a quelques semaines. Il s'agissait du retrait d'un rapport critique rédigé par un représentant du bureau de l'OMS à Venise sur les premiers mois de la gestion de la crise par l'Italie à la suite de la pandémie de mai 2020<sup>4</sup>. Le motif était de prétendues erreurs dans le rapport, mais aussi la crainte d'une détérioration des relations de l'OMS avec l'Italie. Le parquet italien enquête actuellement sur le conseiller de haut rang de l'OMS responsable du rapport, M. Raineri Guerra, qui était également un haut fonctionnaire du ministère italien de la santé avant de prendre ses fonctions. Piquant : dans des messages confidentiels, Guerra avait affirmé que le directeur général, Dr Tedros, était au courant de l'opération. L'OMS le dément catégoriquement. En tout cas, les personnes qui accusent l'OMS d'être trop soumise aux États membres, malgré tous ses succès dans la lutte contre le COVID-19, se voient confirmées dans leurs idées.

Pour renforcer l'indépendance politique de l'OMS, les observateurs discutent également de propositions de grande envergure, notamment le renforcement du poste de directeur des urgences ou la limitation du mandat du directeur général de l'OMS à un seul mandat. D'autres voix, cependant, considèrent que ces idées ne sont pas suffisantes.

Une observation générale de ces dernières semaines : avec l'administration Biden, les discussions au sein de l'OMS ont été orientées dans une direction plus objective. De grands espoirs reposent désormais sur la participation de Washington à l'initiative COVAX. Sous la direction de Joe Biden, les États-Unis ont fait entendre une voix constructive mais critique, tant dans leur critique du rapport de la mission de l'OMS à Wuhan que dans leur appel à la réforme.

<sup>3</sup> <https://www.who.int/news/item/30-03-2021-global-leaders-unite-in-urgent-call-for-international-pandemic-treaty>

<sup>4</sup> Plus de détail dans le [Geneva Observer](#).

## Climat tendu au Conseil des Droits de l'Homme

La politique du pouvoir est de retour ! Avec la composition actuelle du Conseil, comme annoncée, les temps sont durs pour la plus haute instance des droits de l'homme de l'ONU. Après le retour des États-Unis, certains États autocratiques et leurs alliés ont clairement fait savoir qu'un retour au statu quo ante sous la direction des États-Unis n'était plus envisageable pour eux. Les États-Unis ont fait preuve d'autocritique<sup>5</sup>, mais aussi de combativité. Les débats de la 46ème session du Conseil ont été politisés en conséquence, avec des accusations d'ingérence non autorisée dans les affaires intérieures, des accusations de deux poids, deux mesures et des attaques directes contre certains États de l'Occident mondial émanant de pays autoritaires. Leurs représentants ont, à leur tour, pris l'initiative de résolutions, de plaidoyers et de déclarations communes sur la situation des pays, sur lesquels un long silence s'est installé<sup>6</sup>. Environ 50% de toutes les résolutions n'ont été adoptées qu'après un vote. Entre-temps, à la suite des critiques russes sur les procédures spéciales, il a même fallu voter sur la suspension de la réunion du Conseil<sup>7</sup>. La situation actuelle complique également la discussion sur des propositions de réforme de longue date, que les États-Unis ont remis à l'ordre du jour après leur retour. Il s'agit avant tout de l'abolition de ce que l'on appelle le point 7, une critique à l'égard d'Israël. L'Israël est le seul pays qui fait l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour du Conseil des droits de l'homme. Un affaiblissement du point 7 a néanmoins déjà pu être réalisé lors du 46ème Conseil en transférant une résolution à un autre point de l'ordre du jour (point 2).

Comme lors de la 29ème session extraordinaire début février, le coup d'État militaire au Myanmar a de nouveau été condamné de manière ferme. Bien que la Russie, la Chine et le Venezuela aient

pris leurs distances par rapport au consensus malgré les récents avertissements de "crimes contre l'humanité" et de "meurtres de masse"<sup>8</sup>. Une nouveauté a été trouvée dans les résolutions sur le Sri Lanka et la Biélorussie : au lieu de mettre en place une commission d'enquête indépendante, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a reçu de nouveaux pouvoirs étendus avec lesquels Michelle Bachelet doit collecter, sécuriser et analyser les preuves dans le cas de la Biélorussie avec le soutien d'experts et de procédures spéciales pertinentes, et, dans la mesure du possible, identifier les personnes responsables. La Russie, la Biélorussie et la Chine ont déposé un total de 14 amendements au texte, qui furent tous été rejetés. La Chine a également introduit, pour la troisième fois en quelques années, une résolution sur la coopération bénéfique, qui est considérée comme une motivation pour réinterpréter activement et, en fin de compte, affaiblir les normes existantes en matière de droits de l'homme. L'Union européenne et certains pays de même orientation politique ont émis des critiques particulières. Néanmoins, la résolution a été adoptée.

Compte tenu de l'impact de la COVID-19 sur la situation des droits de l'homme dans le monde, les représentants de l'ONU mettent en garde, entre autres, contre la persécution croissante des défenseurs des droits de l'homme. Les politiques fondées sur les droits de l'homme qui s'attaquent également aux causes des inégalités structurelles, de l'exclusion et des désavantages qui existaient avant la pandémie sont le seul moyen de sortir de la crise<sup>9</sup>.

## Un système humanitaire surchargé

La menace de famine est de retour dans plusieurs pays<sup>10</sup>. L'impact économique et socio-économique de la pandémie a exacerbé cette situation, mais les besoins humanitaires étaient déjà à un niveau record avant le déclenchement de la pandémie : 1 personne sur 33 dans le monde dépend

---

<sup>5</sup> La déclaration des États-Unis sur le racisme et la violence policière peut être consultée à [l'adresse suivante](#).

<sup>6</sup> La [Finlande](#), au nom de 32 États, a condamné la situation en Égypte. La [Pologne](#), au nom de 45 États, a également critiqué la situation en Russie. Les [États-Unis](#), au nom de 53 États, se sont élevés contre l'abus du principe de non-ingérence dans les violations des droits de l'homme.

<sup>7</sup> La suspension a finalement été rejetée par un vote de 6 pour, 31 contre et 9 abstentions.

<sup>8</sup> La résolution consensuelle de la 29ème session spéciale sur le Myanmar peut être consultée [ici](#); celle du 46ème Conseil [ici](#).

<sup>9</sup> Le "[Call to Action for Human Rights](#)", que Antonio Guterres a présenté avant même la pandémie, est considéré comme une feuille de route importante à cet égard.

<sup>10</sup> Un aperçu des hotspots actuels est disponible [ici](#) et [ici](#).

aujourd'hui de l'aide humanitaire. Il y a longtemps que l'aide entrante n'est pas parvenu à suivre le rythme des besoins croissants. C'est pourquoi le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA), entre autres, a demandé à plusieurs reprises que les causes des conflits et du changement climatique soient abordées, que ce soit lors de la conférence des donateurs sur le Yémen, la Syrie, la situation au Tigré ou lors des Semaines des réseaux et partenariats humanitaires (HNPW).

Lors d'une conférence virtuelle des donateurs de l'ONU sur l'aide humanitaire au début du mois de mars, le total de 1,67 milliard de dollars US était une fois de plus inférieur à la moitié des fonds nécessaires, et donc inférieur à celui de l'année précédente. Antonio Guterres et le coordinateur des secours d'urgence de l'ONU, Mark Lowcock, se sont dit déçus que cela équivaille à une condamnation à mort pour beaucoup. Les ressources actuelles ne sont pas suffisantes pour éviter une famine<sup>11</sup>.

Alors que certains donateurs, notamment européens, ont augmenté leurs promesses de dons, les plus grands donateurs, en particulier l'Arabie saoudite et les États-Unis, ont réduit leurs contributions<sup>12</sup>. Ce dernier a également évoqué la responsabilité des acteurs régionaux. Mark Lowcock a souligné la responsabilité particulière des États directement ou indirectement impliqués dans le conflit. Ce dernier, ainsi que le CICR, ont exprimé leur inquiétude quant à la situation humanitaire et des droits de l'homme dans le Tigré : plus de deux millions de personnes ont été déplacées, environ 4,5 millions ont besoin d'une aide alimentaire urgente selon le Programme alimentaire mondial (PAM), et la violence sexuelle et sexiste a récemment fortement augmenté. Là aussi, les ressources financières nécessaires et l'accès humanitaire font défaut.

## UIT – Les candidats à la succession se mettent en place

Des élections sont en cours au sein de l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour déterminer la nouvelle direction à partir de 2023. Elles auront lieu lors de la prochaine conférence de plénipotentiaires à Bucarest en novembre

2022, lorsque le mandat de l'actuel secrétaire général Houlin Zhao (Chine) prendra fin.

Le 31 mars, la mission américaine à Genève a publié une déclaration signée par le secrétaire d'État Antony Blinken annonçant le soutien à la candidature de Doreen Bogdan-Martin au poste de secrétaire général de l'UIT. L'intérêt de l'Américaine, actuellement directrice du secteur du développement à l'UIT, pour le poste de secrétaire générale était déjà connu auparavant, elle a maintenant reçu le soutien officiel de son pays d'origine. Sa candidature est un autre exemple de l'engagement plus proactif de la nouvelle administration américaine auprès des organisations basées à Genève. Doreen Bogdan-Martin n'est pas la seule candidate officielle. L'ancien vice-ministre russe des technologies de l'information et des communications, Rashid Ismailov, avait déjà été présenté en 2019 lors de la visite du Premier ministre Medvedev à Genève. Son nom a été annoncé publiquement lors du Forum russe sur la gouvernance de l'Internet, qui s'est tenu en Azerbaïdjan en avril de cette année.

En outre, l'actuel secrétaire général adjoint Malcolm Johnson (citoyen britannique et vétéran de l'UIT, âgé de 73 ans) serait intéressé par le poste. Si le candidat britannique est confirmé, il pourra compter sur le soutien du Commonwealth, tandis que le candidat russe compte sur la Chine et le G77. La candidate américaine pourrait éventuellement compter sur les votes de l'Europe et de certains pays d'Amérique latine, entre autres. Compte tenu des préoccupations de l'UE à l'égard de l'UIT (par exemple dans le domaine de la standardisation, qui est dominé par la Chine), ces élections à l'UIT sont importantes car elles détermineront la direction dans laquelle l'organisation se développe.

## Les efforts de médiation pour la Chypre

Au cours de trois jours de discussions informelles (27-29 avril), les parties en conflit, chypriotes turques et grecques, ainsi que leurs puissances garantes, la Turquie, la Grèce, le Royaume-Uni et l'ONU, veulent explorer les étapes possibles d'une reprise des négociations de paix officielles à Ge-

<sup>11</sup> La conférence des donateurs sur le Yémen peut être visionnée [ici](#) et la conférence de presse qui a suivi [ici](#).

<sup>12</sup> Les engagements du 1er mars 2021 peuvent être consultés [ici](#) ; à titre de comparaison, les engagements du 2 juin 2020 peuvent être consultés [ici](#).

nève. Il y a environ quatre ans, les dernières négociations visant à établir une solution fédérale ont échoué. Les perspectives d'une percée dans un avenir proche sont considérées comme minces.

## Conférence sur le désarmement

Lors d'un panel de haut niveau à la Conférence sur le désarmement fin février, le secrétaire d'État Antony Blinken a exposé les principales priorités de l'administration Biden en matière de désarmement. Tout en signalant sa volonté d'entamer une discussion sur la stabilité stratégique avec la Russie à la suite de l'extension du traité New START, il a exhorté Moscou à respecter la convention sur les armes chimiques à la lumière des incidents survenus en Syrie concernant le critique du Kremlin : Navalny ou l'ancien officier de renseignement : Skripal. Une attention croissante a toutefois été accordée au "système de développement d'armes provocateur et dangereux" de la Chine. Il convient d'élaborer, avec la Russie et la Chine, des normes et des standards de sécurité dans l'espace. Malgré ces récentes annonces des États-Unis, aucune proposition ou projet concret d'accord sur la maîtrise des armements dans l'espace n'a encore été formulé.

Les observateurs estiment que les perspectives de nouvelles initiatives sont plutôt minces cette année également.

## Commentaire et perspective- La fin du « business as usual » à l'OMS et au Conseil des Droits de l'homme ?

Ces dernières semaines, un vent nouveau semblait souffler dans certaines organisations genevoises :

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Dr. Olaf Wientzek

Directeur Dialogue Multilatéral Genève

Coopération européenne et internationale

[www.kas.de](http://www.kas.de)

[olaf.wientzek@kas.de](mailto:olaf.wientzek@kas.de)



Der Text dieses Werkes ist lizenziert unter den Bedingungen von „Creative Commons Namensnennung-Weitergabe unter gleichen Bedingungen 4.0 international“, CC BY-SA 4.0 (abrufbar unter: <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/legalcode.de>)

cela est dû à l'engagement (constructif et critique) de l'administration Biden, notamment au sein de l'OMS et du Conseil des droits de l'homme. Il reste cependant à voir dans quelle mesure cela portera ses fruits : au Conseil des droits de l'homme, il y a, à commencer par la Chine et la Russie, un fort vent contraire aux initiatives des États-Unis et d'autres pays libéraux-démocrates.

La nouvelle directrice générale de l'OMC est également une bouffée d'air frais : les initiés de longue date sont impressionnés par son approche énergique et concrète. Dans le même temps, sa décision de rechercher des solutions pragmatiques et utiles à court terme. A la lumière de la longue discussion sur les droits de brevet au sein du Conseil des ADPIC, montre qu'elle ne se contente pas d'un discours de pure forme sur son intention de rendre à nouveau tangible la valeur ajoutée de l'OMC. Bien sûr, elle devra aussi courtiser la volonté politique des États membres, mais elle semble vouloir exercer plus de pression sur eux que son prédécesseur. Au moins au cours du premier mois et demi de son mandat, Dr Okonjo-Iweala semble vouloir mettre en pratique son annonce selon laquelle il ne peut plus y avoir de "business as usual". Il faut également espérer que la nouvelle direction de l'OMC ne sera pas contrariée dans sa démarche par les forces obstinées qui ont bloqué les progrès sur des dossiers importants dans le passé. Les prochains tests sont la conclusion des négociations sur la réduction des subventions néfastes à la pêche et la conférence ministérielle de décembre.